

NOVEMBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – GAMBO

PROJET RELSUDE



ACTED



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine. Les communautés musulmanes de Gambo sont déplacées depuis 2017, pour la plupart à Pombolo. Afin de vérifier certaines informations et prendre en compte leurs opinions, l'équipe de Concordis y a mené plusieurs entretiens semi-directifs dans cette localité.

Dans le contexte de la crise qui s'est abattue en République centrafricaine en 2012-2013, les Sélékas se sont installés à Gambro en août 2013. À partir de 2015, les événements prirent une autre tournure et ils ont commencé à commettre des exactions. En 2017, des événements ont mené à une attaque des Anti-Balaka. L'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), successeurs de la coalition Séléka, se sont alors retirés vers la commune d'élevage de Pombolo à 35km à l'ouest. Les communautés musulmanes se sont aussi vu contraintes de se déplacer vers cette commune. À cause des hostilités entre les groupes armés, il était presque impossible de voyager entre Gambo et Pombolo entre 2017 et 2019. Les répondants de Gambo sont convaincus d'un appui de la MINUSCA aux UPC lors de ces événements.

En 2019, un accord a été signé, grâce au processus de paix porté par la lettre du maire de Pombolo à son homologue de Gambo. La société civile, y compris les Comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) de Gambo et Pombolo, ont collaboré avec les autorités locales pour l'atteindre. Fin 2019, la MINUSCA a mené des activités de réduction de violence communautaire (RVC), récupérant ainsi 500 armes dont 300 provenant des Anti-Balaka. Depuis, un calme relatif s'est installé et la libre circulation a été partiellement rétablie.

Suite aux activités de RVC, les Anti-Baka ont déposé leurs armes à Gambo. Cependant, il existe toujours un soutien important au sein de la population pour le groupe armé, et il y aurait des armes encore présentes parmi la population, ce qui est ressenti comme une menace par les communautés musulmanes. Par ailleurs, l'UPC contrôle toujours Pombolo, pour subvenir à leurs besoins primaires semble-t-il. Des informateurs clés paraissent convaincus du désarmement possible du groupe armé, si l'opportunité de mettre un place un processus RVC ou de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) se présentait. Les habitants de Gambo se plaignent d'une continuation de la rupture de circulation vers Pombolo et craignent les violences de la part des UPC dans cette localité.

Sans la présence permanente des forces armées centrafricaines (FACA), ni celle de la police, de la gendarmerie, de la MINUSCA et des Anti-Balaka actifs, une partie des habitants se sent sans défense, et ce d'autant plus au regard du clivage intercommunautaire latent et de la présence de l'UPC à proximité. Un taux important de criminalité caractérise la localité, notamment en matière de violences basées sur le genre (VBG), y compris à l'encontre des jeunes filles.

Néanmoins, l'accord et la RVC datant de 2019 ont nettement amélioré la situation. Par conséquent, les répondants de Gambo et Pombolo demandent que d'autres processus de RVC soient mis en œuvre pour Pombolo et souhaitent poursuivre ces activités à Gambo.

Ces activités demeurent essentielles face à un clivage intercommunautaire qui reste grand. En l'occurrence, les membres des communautés musulmanes ne se sentent toujours pas en sécurité pour se réinstaller à Gambo. Les communautés musulmanes ont fait part des trois conditions nécessaires pour favoriser leur retour : les forces de l'ordre doivent être présentes pour assurer leur sécurité, leurs maisons doivent être rétablies et les membres des deux communautés doivent être prêts à s'accepter mutuellement.

La volonté d'améliorer les relations transpire des deux côtés. À Pombolo, cependant, il existe un réel danger de conflits fonciers lors du retour des déplacés, compte tenu terres d'agricultures des déplacés occupées par des éleveurs ayant perdu leur bétail lors des cycles de conflit. L'eau constitue une autre source de conflit potentiel. On note aussi des problèmes avec les forages d'eau. Une majorité de répondants s'en inquiètent.

Les défis économiques sont de taille. Depuis l'arrivée des différents groupes armés, l'économie locale s'est écroulée et les familles ont perdu leurs moyens de subsistances. Ces groupes ont érigé des barrages routiers, ont imposé des taxes illégales, et la division entre Gambo et Pombolo pendant la période allant de 2017 à 2019

a entravé la libre circulation entre les localités et vers les lieux d'activité économique. En outre, le départ des communautés musulmanes de la ville a provoqué une forte réduction des échanges sur les marchés locaux.

Aujourd'hui, une légère amélioration se laisse entrevoir au travers de nouveaux étalages de marché installés dans plusieurs quartiers de Gambo. Néanmoins, les lourdes taxes des FACA, le prix élevé du transport et le mauvais état des routes freinent un relèvement durable. De plus, les habitants n'ont plus de capital pour investir dans une relance. Dès lors, un niveau d'insécurité sur les axes demeure, empêchant une libre circulation. La population craint ce cercle vicieux. Tant que l'économie n'améliore pas et que les jeunes n'aient toujours pas d'opportunité pour subvenir à leurs besoins, le risque que la violence pourrait revenir en force est palpable pour les habitants.

Les organisations de la société civile (OSC) ont cherché à prévenir et à répondre aux cycles de violence et au besoin de stabilité. Le rôle important joué par les OSC et le CLPR a été précieux pour l'atteinte des accords de 2019. Il est à noter que, dans ce contexte, le conseil sous-préfectoral de la jeunesse fait aussi partie des organisations les plus citées par les habitants qui ont participé à cette consultation. Le désir des répondants de voir l'intégration de membres musulmans dans leurs OSC est également à noter, rendant compte d'aspirations à un avenir plus stable et au vivre ensemble. Les principaux acteurs et organisations de la société civile sont détaillés dans ce rapport.

Les répondants expliquent que leurs plus grands défis prennent racine dans la réconciliation, y compris en permettant le retour des communautés musulmanes, la stabilisation de leur zone et une relance économique. Pour les combler, ils au retour des autorités de l'Etat, en particulier les forces de l'ordre, et la continuation du désarmement des groupes armés et des activités de RVC, ainsi qu'une amélioration des services de santé, d'éducation et des infrastructures routières et de forages d'eau. Les répondants ont précisé :

- Organiser un **dialogue inclusif et impartial**, accompagné de sensibilisations à la population, afin de rétablir les relations entre les communautés chrétiennes à Gambo et les communautés musulmanes déplacées à Pombolo et ailleurs :
 - **Appuyer les organisations de la société civile**, particulièrement les femmes et les jeunes, pour qu'elles puissent guider ce processus.
- Améliorer l'accès aux et la qualité des **services publics** :
 - Désigner des staffs enseignants qualifiés et aménager l'infrastructure de **l'éducation** ;
 - Renforcer la **prise en charge sanitaire** de la population ;
 - Particulièrement **soutenir les victimes de VBG** ;
 - Créer plus de **points d'eau**.
- Susciter une **relance économique** pour créer des opportunités pour les habitants et particulièrement les jeunes :
 - Offrir des **formations professionnelles** pour que les habitants puissent gagner des compétences ;
 - Créer des **opportunités d'emploi** ;
 - Aménager **l'infrastructure**, notamment les routes pour faciliter les échanges économiques ;
 - Appuyer les **acteurs agricoles**, notamment les groupements, pour gagner en efficacité et combler les besoins de la population.
- Restaurer **l'autorité de l'état** avec pour but de créer la stabilité et diminuer la vulnérabilité :
 - Rétablir les forces de sécurité intérieures (FSI), notamment les FACA ;
 - Retourner vers la justice et l'Etat de droit ;
 - Désarmer les groupes armés et réinsérer leurs membres dans la société.
- **Faciliter le retour des déplacés**, notamment les communautés musulmanes qui ne se sentent pas encore entièrement en sécurité à Gambo.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif.....	1
Abbréviations.....	4
Introduction.....	5
Analyse de conflit pour Oxfam & RELSUDE.....	5
Méthodologie.....	5
Gambo.....	6
Situation politique, ordre public et sécurité.....	9
Histoire des tensions à Gambo.....	9
Situation actuelle.....	10
Femmes.....	11
Acteurs dans les conflits.....	11
Identités, groupes armés et cohésion sociale.....	13
Relations avec les groupes armés.....	14
Réfugiés – déplacés.....	14
Retour des communautés musulmanes.....	14
Economie.....	16
Evolution depuis le début de la crise.....	16
Situation actuelle.....	17
Pombolo.....	17
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	18
Femmes.....	19
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix.....	19
Comité local de paix et de réconciliation (CLPR).....	20
Conseil sous-préfectoral de la jeunesse (CSPJ).....	21
Plateforme religieuse.....	22
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	23
Pombolo.....	23
Recommandations.....	25
Cohésion sociale.....	25
Accès aux et qualité des services publics.....	26
Relance économique.....	27
Autorité de l'état.....	28
Retour des déplacés.....	29
Annexes.....	30

ABBREVIATIONS

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CLPS - Comité Local de Planning et Suivi

CP - Comité de Paix

CSPJ - Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse

DDRR - Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement

FACA - Forces Armées Centrafricaines

FSI - Forces de Sécurité Intérieures

MINUSCA - United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

ONGI – Organisations non-gouvernementales Internationales

OSC – Organisation de société civile

RDC – République Démocratique du Congo

RVC – Réduction de Violence Communautaire

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopï, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

GAMBO

Gambo est le chef-lieu de la sous-préfecture du même nom située dans la préfecture du Mbomou, à 75km de Bangassou. Elle est limitée à l'est par la sous-préfecture d'Ouango, à l'ouest par celle de Kembé dans la Basse-Kotto, au nord par celle de Bakouma et enfin au sud par le fleuve Mbomou qui sépare Gambo de la République Démocratique du Congo (RDC) et de la commune de Ngandou.

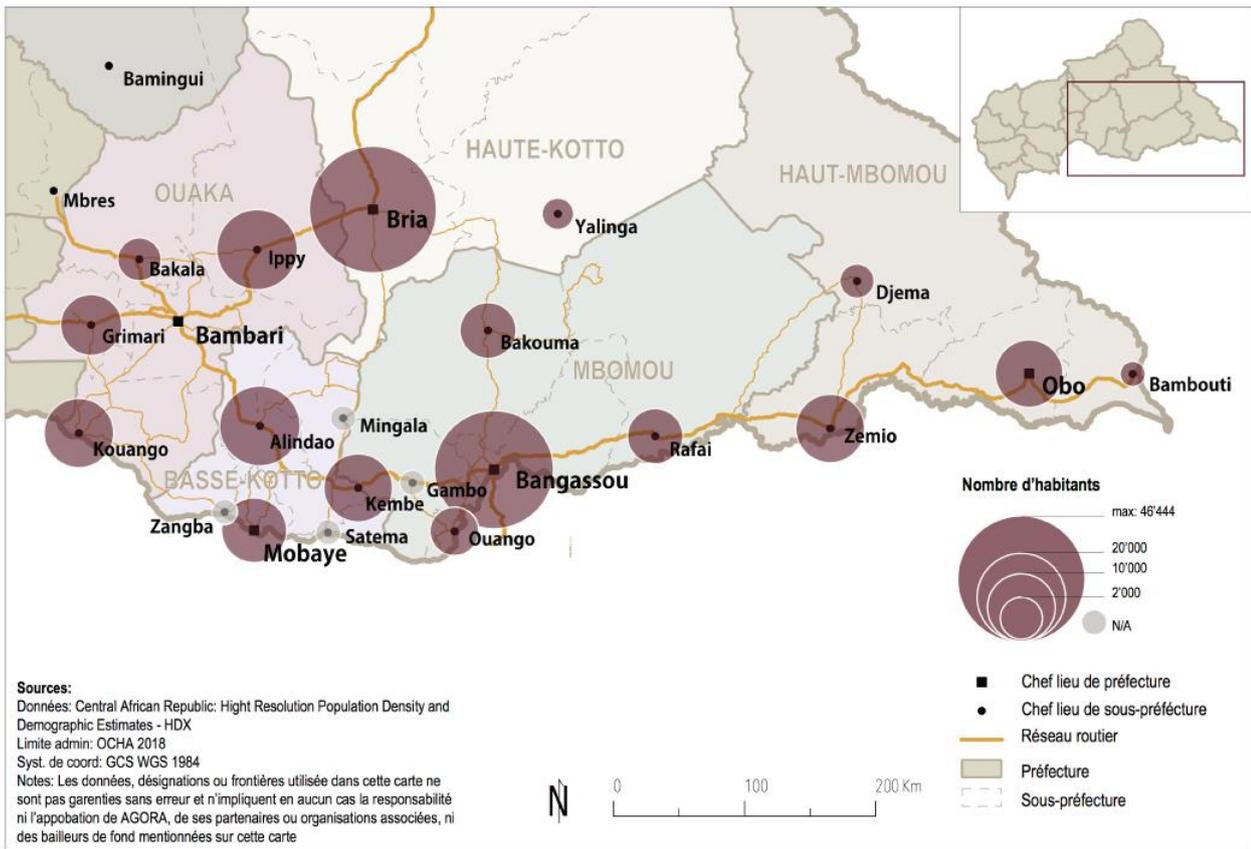
La population totale de la commune de Gambo serait d'environ 14 000 habitants, et 6 000 personnes déplacés, en se basant sur le recensement de la mairie et des données du ministère de la santé¹. Ces 6000 personnes vivent dans des familles d'accueil à Gambo. Quant à la composition ethnique de la ville, elle se répartie en trois principaux groupes ethniques : les Nzakara, les Yakoma, et les Langba. Les Yakpa, les Banda, les Vouyouma et les Vokpata sont aussi présents dans la localité.

Aujourd'hui, la composition religieuse de la ville de Gambo demeure majoritairement chrétienne. En effet, les habitants issus de la communauté musulmane ont quitté la localité suite aux cycles de violences d'août 2017 et ont, pour la plupart, trouvé refuge à Pombolo, à 35 km de Gambo.

Pombolo est une commune d'élevage, situé dans la sous-préfecture de Gambo. Une grande diversité ethnique et religieuse caractérise la localité. Les différentes communautés qui y vivent sont entre autres des Peuhls (Bodado, Dabankoy, Danedji, Ouda, Outankoy, Wayla), des musulmans appartenant aux communautés arabes salamats, gulas, kara, rungas, et sara, ainsi que des chrétiens banda, dindji, kpatéré, langba, mbanguï, nzakara, yakpa, yakoma, et zandé. Les majorités ethniques dans la ville de Pombolo sont des Peulhs suivis par les Nzakara.

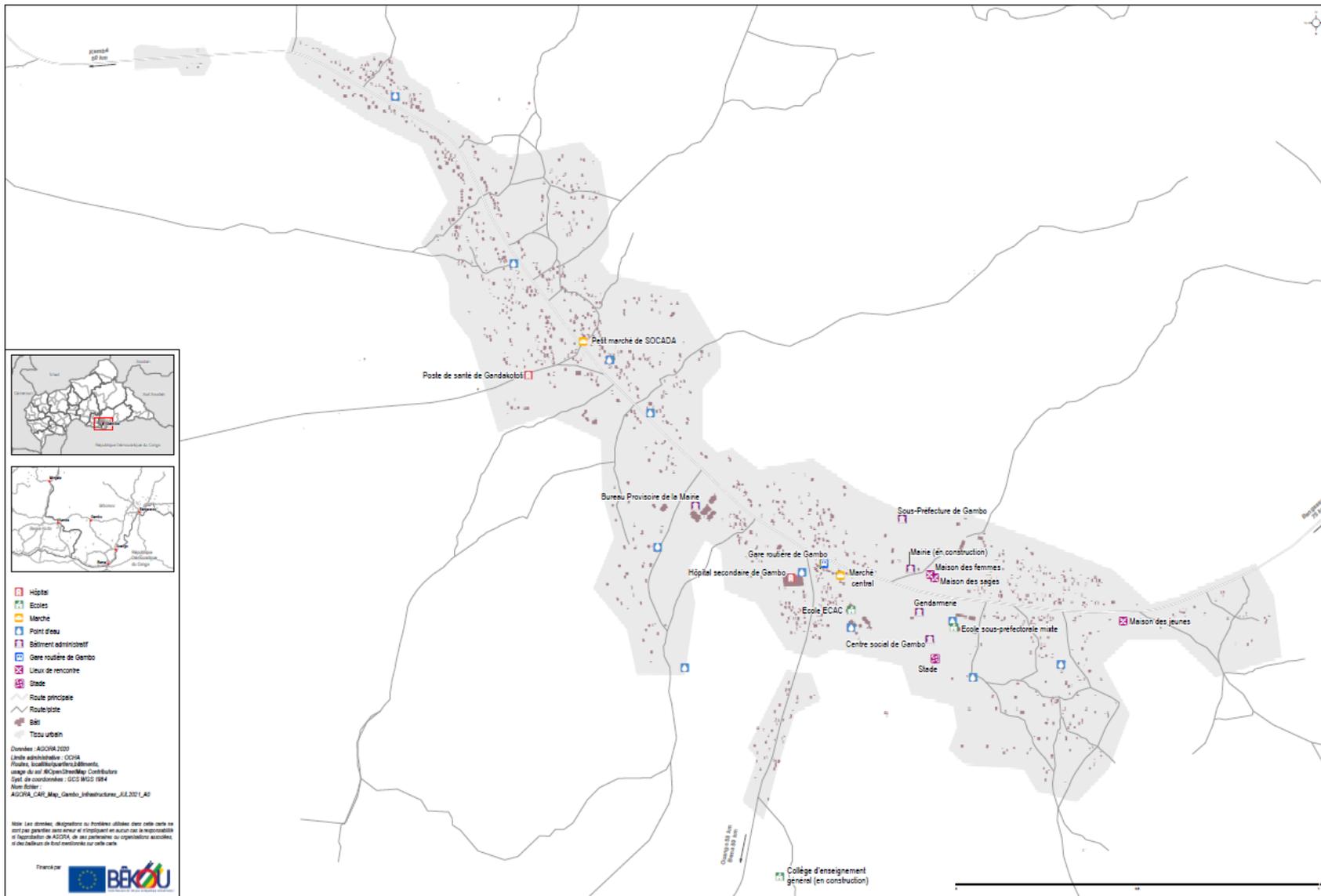
Concordis a tâché de balancer, vérifier et recouper les informations récoltées à Gambo en effectuant plusieurs entretiens semi-directifs à Pombolo.

¹ AGORA, 2020, 'Plan de Relèvement Local de Gambo, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/b9536767/AGORA_CAR_PlanRelevementLocal_Gambo_septembre2021.pdf, consulté le 01/11/21



Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la RCA (Agora – 2020)²

² AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Kouango, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/9f29cc74/AGORA_CAR_PlanRelevementLocal_Obo_avril2021.pdf, p.7, consulté le 21/10/21



Carte du centre-ville de Gambo (Agora – 2020)³

³ 'Agora, Carte du centre-ville de Gambo - Diagnostic territorial, 2020, https://www.impact-repository.org/document/impact/2b4ea315/AGORA_CAR_Map_Gambo_Infrastructures_JUL2021_A0.pdf, consulté le 21/10/21'

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À GAMBO

Au cours de la crise militaro-politique de 2012-2013 en République centrafricaine, la coalition Séléka s'est installée à Gambo, notamment en août 2013. Les répondants affirment que les relations avec la population locale étaient bonnes au départ. Ce n'est qu'en 2015 que le groupe armé – bientôt succédé par la faction UPC – se met à commettre des exactions, et instaure des barrières et des taxes exorbitantes. On note également la pratique des mariages forcés.

L'UPC s'est sentie en sous-effectif et s'est vu contrainte de tenir compte des opinions des deux communautés, y compris des membres affiliés à l'Anti-Balaka qui s'était formé entre temps. Néanmoins, en 2017, les rumeurs d'une attaque planifiée contre les UPC ont circulé dans les villages environnants. Au début du mois d'août de cette année, l'UPC a convoqué un chef de village et deux jeunes à Gambo et, suite à ces échanges, ils ont été tués. La communauté chrétienne s'est révoltée et les Anti-Balaka ont attaqué la ville.

Vers le 10 août, l'UPC s'est retirée vers Pombolo où le groupe a menacé les communautés chrétiennes. Certains ont fui mais, selon les répondants, une intervention du maire a pu prévenir un départ de toute la communauté chrétienne. Les communautés musulmanes de Gambo, en revanche, se sont vu contraintes de se déplacer, en majorité vers Pombolo.

Ayant pris le contrôle de Gambo, les Anti-Balaka ont commencé à perpétrer les mêmes exactions que leurs prédécesseurs, selon les habitants. Les répondants ont par exemple évoqué des conversions et des mariages forcés.

La population de Gambo voit la MINUSCA comme étant complice des méfaits de l'UPC dans les affrontements d'août 2017, dans la mesure où ils sont arrivés en même temps. En outre, plusieurs répondants ont raconté que la MINUSCA avait exhorté la population de se réfugier dans un centre de santé, qui a par la suite été attaqué par l'UPC, occasionnant la mort de près d'une centaine d'habitants. Les répondants reprochent donc à la MINUSCA de ne pas être intervenue malgré sa présence dans la ville le jour de l'attaque.

Une situation tendue avec des incidents réguliers et une impossibilité d'emprunter l'axe entre Gambo et Pombolo s'en est suivi. Entre autres, une attaque des Anti-Balaka sur Pombolo a eu lieu en octobre 2017 et en juillet 2018.

Cette situation a duré jusqu'à ce qu'un accord de cessez-le-feu soit signé en mars 2019, en présence de la préfète, du sous-préfet, du maire et de la MINUSCA à l'église catholique. Cet accord a été rendu possible suite à une initiative du maire de Pombolo, qui a envoyé une lettre de pardon à son homologue de Gambo en octobre 2018, suivi par des médiations des CLPR de Gambo et Pombolo avec un appui de la MINUSCA. Un calme relatif s'est installé, malgré quelques actes de violence perpétrés en violation de l'accord, et la libre circulation a partiellement été rétablie.

Dans la deuxième moitié de 2019, dans le cadre de l'accord de paix, la MINUSCA a organisé des activités de réduction de violence communautaire, notamment en offrant des formations professionnelles en échange d'une remise d'armes. Si 500 armes ont été collectées selon les répondants, la demande était en réalité bien plus grande. Cependant, plusieurs répondants affirment que cette activité a permis de poser les bases d'un retour à la stabilité à Gambo, car, depuis, les Anti-Balaka ont largement arrêté leurs activités.

Un tel type d'activité n'a pas eu lieu à Pombolo, toujours sous contrôle de l'UPC. Certains habitants de Gambo se sentent donc menacés de la présence de ces derniers et s'en plaignent à juste titre. Ils ne se sont pas en mesure de voyager à Pombolo en conséquence. Une suspicion existe au sujet des armes récupérées et réutilisées par l'UPC. Ce dernier élément a renforcé la méfiance qui existe à Gambo envers la MINUSCA.

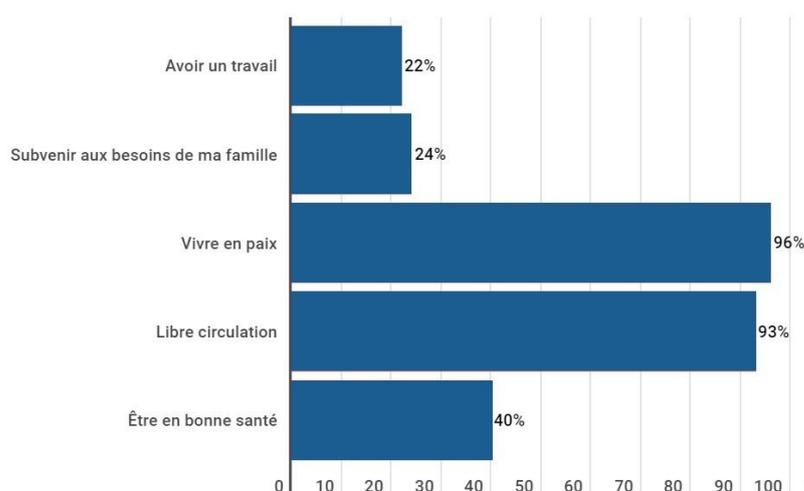
Dans l'histoire récente de Pombolo, les maires ont joué un rôle de premier plan. En 2015, pour se venger des initiatives de protection des communautés chrétiennes conduites par le précédent maire, les Séléka l'auraient tué. Ce maire appartenait pourtant à la communauté peuhle, comme une bonne partie des habitants ainsi que la majorité des membres du groupe armé. Son fils a repris le relais et, à l'instar de son père, tente de jouer un rôle de médiateur pour la communauté.

SITUATION ACTUELLE

Aujourd'hui, leur réalité est marquée par une insécurité considérable, même si elle est moins vivace qu'auparavant, des divisions intercommunautaires profondes et un arrêt quasi-total de l'économie locale. Les habitants de Gambo qui ont participé aux enquêtes aspirent à vivre en paix et jouir d'une libre circulation plus complète. Bien que l'économie soit en mauvais état, la priorité est d'assurer la sécurité physique des habitants.

Lors de la consultation, la police, la gendarmerie et les FACA ne sont pas présentes à Gambo. La MINUSCA n'y a pas de base et les Anti-Balaka ont fortement réduit leurs activités. Certains vont jusqu'à dire qu'il n'y a plus de groupes armés actifs à Gambo. Par conséquent, un vide au niveau de forces de l'ordre se creuse. Le résultat est un taux élevé de criminalité ainsi qu'une insécurité ciblant en particulier les filles de la localité, ces dernières sont particulièrement vulnérables face aux VBG et ce dès leur plus jeune âge.

Cependant, la situation s'est nettement améliorée depuis l'accord de cessez-le-feu de 2019 et les activités RVC de la MINUSCA. Ce dernier a récupéré 500 armes dont 300 des membres des Anti-Balaka, diminuant la capacité de ces derniers à contrôler la ville.



'Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie ?'

Lorsqu'on demande aux répondants s'ils ont déjà été victime d'un abus, plus de deux tiers répondent à l'affirmative. Tous disent n'avoir pas pu bénéficier d'un appui d'une personne ou d'une instance. En outre, 69% des répondants affirment craindre de devenir victime d'abus à l'avenir, notamment face aux violences physiques et sexuelles.

En ce qui concerne l'administration de la ville, le maire et le sous-préfet gèrent la vie publique avec le soutien des chefs de quartier et de groupe, ainsi que de conseillers municipaux. Le préfet, basé à Bangassou, voyage parfois à Pombolo et plus loin. Ces déplacements s'organisent sous forme de convois de l'UPC dans les zones qu'ils contrôlent, ce qui pousse certains habitants de Gambo à s'interroger sur les allégeances du préfet. Quelques rares services de l'Etat commencent à remettre pied à Gambo. C'est le cas notamment du service des Eaux et Forêts, représenté par une colonelle.

La situation semble globalement plus stable à Pombolo. L'UPC contrôle la ville et le maire et les deux chefs de groupe – un chrétien et un musulman – gèrent la vie publique. Les informateurs clés déplorent toutefois un manque d'intérêt de la communauté internationale pour mener des activités de RVC, or, selon eux, il existe une grande demande auprès des combattants. Les habitants de Gambo, quant à eux, ont affirmé soutenir des efforts de RVC à Pombolo afin d'équilibrer la situation entre les deux localités.

Pombolo est une commune d'élevage. Bien que beaucoup d'éleveurs aient perdu leur bétail lors de la crise, un informateur clé affirme que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont récurrents et font partie des causes profondes de conflits à Pombolo. Ils sont souvent accompagnés de violences. Ces violences se soldent parfois en blessures ou en tueries.

Plus que dans d'autres localités, les répondants de Gambo et de Pombolo se plaignent d'un manque de services. Ils déplorent particulièrement l'état des services publics en matière d'éducation et de santé. Les infrastructures et enseignants manquent pour préparer les enfants à un avenir meilleur. De plus, il y a un déficit de personnel de santé qualifié et de matériel approprié pour prendre en charge les malades et patients de la localité.

FEMMES

Dans un contexte où 86% des femmes enquêtées sont préoccupées par la marginalisation des femmes dans la société, nous notons que 62% sont inquiètes par les mariages forcés, tant pour elles que pour leurs proches. Ce dernier phénomène est particulièrement plus élevé à Gambo que dans d'autres localités.

Le taux de violences basées sur le genre semble élevé à Gambo. En effet, toutes les femmes disent craindre des violences sexuelles, dont le viol. La menace émane surtout des groupes armés. Plusieurs personnes dénoncent la situation et donnent des exemples des cas qui concernent de très jeunes filles.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

Deux tiers des répondants à Gambo affirment regarder les FACA pour assurer leur sécurité. C'est un nombre important, mais relativement bas comparé aux autres localités consultées. En outre, la moitié des hommes mentionne les Anti-Balaka, malgré qu'ils ne sont plus actifs dans la zone.

Cependant, comme expliqué dans le chapitre Recommandations, les habitants de Gambo préconisent un retour des FACA et des autres FSI. Le soutien aux Anti-Balaka se manifeste dans un contexte d'absence d'alternatives. En outre, pour les communautés musulmanes, la présence des forces de l'ordre serait une condition importante pour leur retour à Gambo.

Un leader des Anti-Balaka a affirmé que son mouvement avait pour but de libérer les communautés chrétiennes. Selon lui, c'est la raison qu'ils ont déposé les armes lors des activités de RVC et il atteste qu'ils sont prêts à continuer avec des activités pareilles. Néanmoins, il explique aussi qu'il est important que les

autorités de l'état et leurs partenaires misent sur une réduction de l'insécurité et la pauvreté. Selon lui, « si les habitants n'arrivent pas à prendre en charge leur famille, et s'il n'y a pas la sécurité, ils seront amenés à définir des stratégies de survie. »

Selon d'autres répondants, une partie des Anti-Balaka retiennent toujours leurs armes, ce qui pourrait indiquer que le groupe est dormant plutôt que démobilisé. Cependant, la volonté de continuer à désarmer est souvent répétée.

La localité de Pombolo demeure sous contrôle du groupe armé UPC. Selon quasiment tous les enquêtés, la raison principale pour rejoindre un groupe armé est la pauvreté. Un informateur clé affirme que cela vaut aussi pour l'UPC, indiquant que leur plus grande motivation est la faim.

La MINUSCA n'est pas présente à Gambo mais un contingent gabonais a une base à Pombolo. Leur réputation, comme expliquée ci-haut, est complexe à Gambo. D'une part, elle a joué un rôle d'importance dans la mise en œuvre des CLPR de Gambo et Pombolo et elle a organisé les activités RVC qui ont introduit un calme relatif à Gambo. D'autre part, elle est perçue comme partielle et complice avec certaines exactions de l'UPC.

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants de Gambo s'identifient d'abord par leur appartenance ethnique, puis par leur religion. En creusant la question davantage, une expérience multiforme des identités se révèle, souvent suivie par une mention du fait que tous les êtres humains soient des paires.

Néanmoins, les répondants confirment l'existence d'un profond clivage entre les communautés religieuses. Le fait d'avoir vu des habitants des communautés musulmanes dans les rangs des groupes armés a marqué certains répondants chrétiens.

Au regard des affrontements, du départ des communautés musulmanes et de l'impossibilité de voyager pendant des années, la majorité des répondants voient une amélioration des relations intercommunautaires. Il n'y a plus d'agressions sur les axes et les musulmans arrivent à voyager entre Bangassou et Pombolo. Plusieurs répondants ont attribué cette amélioration à plusieurs autorités de Mbomou – la préfète, le sous-préfet et les maires de Pombolo et Gambo – en collaboration avec la société civile et avec l'appui de la MINUSCA, car ce sont ces acteurs qui ont œuvré pour l'accord de paix de 2019.

La cohésion sociale n'est néanmoins pas encore atteinte. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel que les communautés musulmanes reviennent dans la localité. Ces derniers ne seront prêts que si leur sécurité est garantie, ce qui implique au minimum la présence des forces de l'ordre.

Certains répondants chrétiens, quant à eux, demandent une libre circulation dans les deux sens : aujourd'hui, un musulman peut se rendre à Gambo mais les habitants de Gambo n'estiment pas être en mesure de voyager à Pombolo en sécurité à cause de la présence de l'UPC.

Une véritable motivation existe, en revanche, pour améliorer les relations. Certes, le clivage est profond et une réconciliation sera difficile après l'histoire troublée que les communautés ont traversée. Mais lorsqu'on demande quelles relations l'enquêté a avec l'autre communauté, personne n'évoque en sentiment d'hostilité. La plupart dit n'avoir aucune relation sociale, ce qui est logique au regard de l'absence de la communauté musulmane de Gambo. Mais tous accepteraient d'entamer de telles relations.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Le soutien pour les groupes armés est particulièrement fort à Gambo. 69% des répondants indiquent qu'il existe un soutien pour le groupe d'auto-défenses parmi leur communauté ; et 20% avouent les soutenir eux-mêmes. Néanmoins, leurs actions passées sont déplorées par plusieurs répondants.

Les informateurs clés et les groupes de discussion ont permis de préciser la raison principale de ce soutien. Il s'agit d'un manque d'alternatives : les communautés se retrouvent sans défense. L'absence de forces de l'ordre de l'Etat et le désarmement partiel des Anti-Balaka exposent la population, *a fortiori* au regard du clivage intercommunautaire et de la présence de l'UPC à quelques dizaines de kilomètres. En ce sens, deux tiers des répondants indiquent qu'une raison importante pour rejoindre le groupe armé est de pallier cette absence étatique.

La présence de l'UPC est sentie comme une menace par la population de Gambo, particulièrement face au désarmement partiel des Anti-Balaka. À Pombolo, les habitants manifestent une compréhension pour leur existence et la continuation de leur lutte. Les exactions sont là aussi déplorées.

En outre, les motivations à rejoindre les groupes armés demeurent. Pour les enquêtés de Gambo, il s'agit de répondre à l'absence d'opportunités et à la pauvreté (100%) et ensuite à un besoin de s'organiser en l'absence des acteurs de l'Etat (67%). Tant que ces causes profondes ne seront pas résolues, le risque d'une reprise d'ampleur des actions des groupes armés restera présente.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Gambo compte une communauté de plusieurs milliers de déplacés. Une bonne partie a quitté Pombolo lors de l'arrivée de l'UPC ou ont fui les affrontements entre les groupes armés sur l'axe reliant les deux localités. Les relations avec la communauté hôte sont bonnes selon les répondants. Le manque de temps a empêché l'inclusion la consultation de personnes déplacées. La seule femme déplacée interviewée, en revanche, témoigne d'une stigmatisation.

Des personnes issues des communautés chrétiennes ayant fui Gambo lors des altercations sont dans le processus de retour grâce au calme relatif de la localité. Des problèmes de réinstallation se posent néanmoins mais les répondants se disent prêts à les accueillir.

À Pombolo, il existe un réel danger de conflits fonciers. Des éleveurs ayant perdu leur bétail lors des conflits se sont mis à cultiver les parcelles appartenant aux agriculteurs déplacés à Gambo et ailleurs. Ces derniers commencent à retourner à Pombolo mais trouvent leurs terres occupées, ce qui fait que les conflits foncier prennent de l'ampleur dans la commune.

RETOUR DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES

Le retour le plus sensible dans la zone sera celui des communautés musulmanes déplacées à Pombolo lors des affrontements de 2017. Plusieurs acteurs affirment que des discussions portant sur un éventuel retour sont déjà en cours.

Des deux côtés, il y a une appréciation des efforts des autorités de Gambo, notamment de libérer les habitations et parcelles appartenant aux communautés musulmanes. Néanmoins, du côté musulman, le sentiment que les habitants de Gambo ne seraient pas encore prêts à les accueillir existe. Ce sentiment est basé sur leur traitement lors des passages par la localité.

Par conséquent, la communauté musulmane – selon un informateur clé à Pombolo – émet trois conditions : les forces de l'ordre doivent être présentes pour assurer leur sécurité, leurs maisons doivent être rendues et les membres des deux communautés doivent se préparer à s'accepter mutuellement. Ce

dernier point vaut d'autant pour leurs leaders respectifs qui devraient recevoir des formations sur la cohésion sociale et la bonne gouvernance, selon cet informateur.

Pour faciliter ce retour, les acteurs locaux regardent en premier lieu l'Etat centrafricain et leurs partenaires non-gouvernementaux.

ECONOMIE

EVOLUTION DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE

La diminution des activités économiques et le coût élevé de la vie comptent parmi les principaux effets de l'insécurité à Gambo selon les répondants. En termes d'activités, il s'agit principalement de l'agriculture. En outre, la pisciculture et la pêche, la chasse, la cueillette du miel et l'élevage (bovins, les ovins et les caprins) contribuent à la résilience des communautés.

L'agriculture dans cette zone se fait avec des moyens rudimentaires, à la main et à l'aide de la houe. Cela est dû à l'absence d'équipements aratoires permettant de travailler à plus grand échelle et d'appuyer une relance économique de la zone.

Avant l'arrivée des groupes armés, l'élevage et les activités minières étaient nettement plus pratiqués. A ce jour, beaucoup d'animaux ont été volés et la libre circulation est mitigée. De fait, l'accès est limité aux champs et aux sites miniers. Comme se rappelle un groupe de jeunes femmes :

EN EFFET, DANS LE PASSE OU REGNAIENT LA PAIX ET LA SECURITE, LA SITUATION ECONOMIQUE ETAIT MEILLEURE. CHAQUE ACTEUR ECONOMIQUE VAQUAIT A SES OCCUPATIONS SANS POUR AUTANT SE VOIR INQUIETE. SUR LE PLAN AGRICOLE, LES RECOLTES ETAIENT BONNES ET IL Y AVAIT UNE GRANDE OFFRE DE PRODUITS AGRICOLES SUR LE MARCHE QUI REPONDAIT A LA DEMANDE AGRICOLE. LE COMMERCE, QUANT A LUI, SE PRATIQUAIT SANS INQUIETUDE. L'APPROVISIONNEMENT DE LA VILLE EN PRODUITS COMMERCIAUX N'ETAIT PAS DIFFICILE

Les activités de transhumance interne et transfrontalière sont également pratiquées dans la zone, surtout en allant plus vers Pombolo, qui est une commune d'élevage. Cette localité a basé une partie importante de leur économie sur l'élevage et le passage des éleveurs transhumants. Ces derniers viennent des préfectures de la Ouaka et de la Haute Kotto ainsi que du Soudan et du Sud Soudan. En outre, il y a aussi une activité minière plus prononcée.

Depuis l'arrivée des groupes armés, l'économie locale s'est écroulée et les familles concernées ont perdu leur résilience. Ces groupes ont érigé des barrages routiers, ont imposé des taxes illégales et la division entre Gambo et Pombolo de 2017 à 2019 et ont entravé la libre circulation. Les agriculteurs ne pouvaient plus se rendre aux champs, les animaux des éleveurs ont été pillés et les commerçants n'avaient plus accès aux denrées. La pratique de la chasse, de la pêche et de la cueillette du vin de raphia n'étaient plus accessibles dû à la présence des personnes armées dans la périphérie.

SITUATION ACTUELLE

Aujourd'hui, la crise persiste. Parmi les enquêtés qui ambient une activité économique plus forte, 84% dit que la présence des groupes armés les empêchent de l'atteindre, et 73% évoque l'absence de l'Etat comme raison.

Spécifiquement, les répondants évoquent les frais de transports élevés, l'absence des communautés musulmanes, l'infrastructure défailante et les taxes exorbitantes – trois éléments intrinsèquement liés. Les taxes, en particulier, auraient doublé depuis l'arrivée des FACA et leurs alliés dans la zone, menant un participant d'un groupe de discussion d'ajouter que :

LES AUTORITES DE L'ÉTAT PRELEVENT BEAUCOUP D'ARGENT AUX COMMERÇANTS DE LA ZONE, MAIS ELLES N'ARRIVENT PAS ARRANGER 10 KM DU ROUTE EN LATERITE DE LEUR ZONE

En outre, l'insécurité qui demeure sur les axes, malgré l'amélioration générale, et l'infrastructure défailante mène à une inquiétude partagée sur l'incomplète libre circulation, qui pose problème pour le ravitaillement de la ville.

Les répondants mentionnent également des difficultés au sujet de la production agricole autour de la ville, en particulier la culture de manioc qui semble échouer.

Beaucoup de répondants évoquent l'absence des communautés musulmanes comme l'une des sources du malaise économique de Gambo. Depuis leur départ en 2017, le marché ne fonctionne plus. Les prix sont chers et il y a une inflation sur les produits, notamment de viande et certains produits venant de l'extérieur. En outre, ils faisaient circuler les produits agricoles des habitants de Gambo au-delà des marchés locaux menant à un influx de capital.

Actuellement, les échanges commerciaux entre les deux communautés restent plutôt faibles. 82% des répondants à Gambo disent ne pas vendre de produits à l'autre communauté et trois quarts affirment ne pas en acheter à l'autre communauté.

Un message a été répété à mainte reprise : cette situation de crise économique risque d'entraîner de nouveaux conflits et une nouvelle vague de criminalité quand les jeunes chercheront d'autres stratégies de survie.

Malgré ces alertes sur l'état économie, une amélioration légère mérite d'être observée. Des petits marchés se construisent à plusieurs endroits de la localité, y compris à une dizaine de nouveaux étalages installés depuis le début de l'année dans le quartier Adoum Trakaf. Selon les répondants, ceci est le fruit de l'amélioration du climat sécuritaire.

POMBOLO

Commune d'élevage, Pombolo compte une forte présence des communautés peuhles. Cependant, beaucoup d'éleveurs ont perdu leur bétail au cours des années de crise et ont été contraints de commencer une activité agricole. Ceci les a mis en concurrence directe avec les agriculteurs de Pombolo. Du fait de leur occupation des parcelles abandonnées par les agriculteurs déplacés, cet élément constitue une source profonde de conflits fonciers à venir.

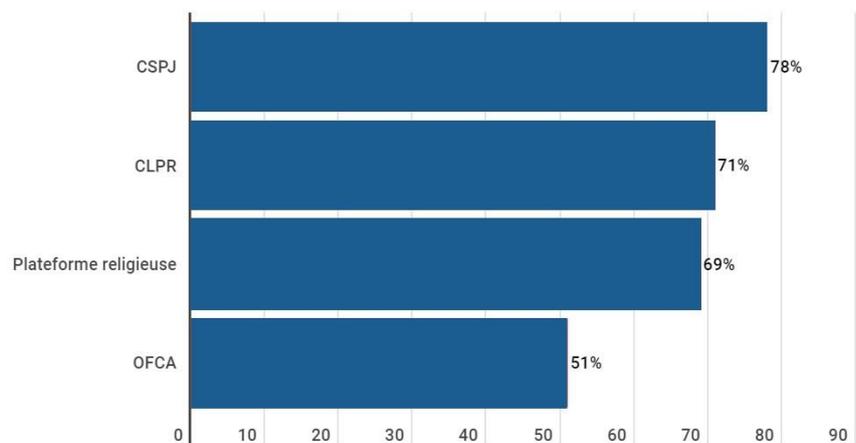
Aux taxes et frais de transport mentionnés par les répondants de Gambo, des taxes illégales imposées par l'UPC s'ajoutent à Pombolo,.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Les organisations de la société civile ont joué un rôle important dans l'apaisement de la situation, marquées par de fortes tensions de 2017 à 2019. Les autorités locales appuyées par la MINUSCA et les ONG internationales, ont mené des dialogues intercommunautaires et de sensibilisations pour aboutir aux accords de 2019 – menant à une fin des hostilités, une réouverture partielle de la circulation et le désarmement d'une partie de la population et des Anti-Balaka.

Les répondants parlent particulièrement des actions du CLPR, de l'OFCA, de la plateforme religieuse et du conseil sous-préfectoral de la jeunesse. Ce dernier est le plus souvent cité parmi les répondants, suivi de proche par le CLPR et la plateforme religieuse. Pour les femmes, ce dernier est plus important, pendant que les hommes désignent plus souvent l'OFCA.

Un CLPR existe à Gambo ainsi qu'à Pombolo. Ces deux équipes tiennent régulièrement des réunions ensemble et – tout comme les autres OSC – continuent à œuvrer pour un retour des communautés musulmanes à Gambo. Plusieurs répondants ont affirmé qu'ils croient que, si les OSC maintiennent leurs activités sur la cohabitation pacifique et le vivre ensemble, la communauté musulmane retournera et la ville reprendra son élan.



'Quelles OSC s'occupent de la gestion de conflit ici?'

Bien que les OSC soient généralement considérées inclusives – malgré le manque de femmes dans la plateforme religieuse - les répondants de Gambo évoquent le besoin d'intégrer des membres musulmans.

Plusieurs répondants ont ajouté leurs appréciations des activités menées par les organisations humanitaires internationales, notamment ACTED, Cordaid, COHEB, MDA, Oxfam et l'IOM. La construction d'abris pour les déplacés, en particulier, est vue comme un réel soutien pour un avenir moins conflictuel.

En cas de conflit interpersonnel, 71% des habitants de Gambo se dirigent vers le chef de quartier ou le chef de groupe. Ils préfèrent ces acteurs-ci parce qu'ils sont généralement acceptés par les différentes parties, ils sont les plus justes et les plus rapides. Si le conflit s'avère plus compliqué, ces autorités peuvent renvoyer le cas au maire et, si nécessaire, au sous-préfet.

A Pombolo, un processus similaire existe, centré sur le leadership du maire. Le groupe armé tente souvent de s'impliquer également.

Dans le passé, il existait un comité de sages qui pouvait également être consulté pour éviter des processus d'arbitrage et afin de trouver une solution acceptable pour toutes les parties concernées.

FEMMES

À travers l'OFCA, les femmes de Gambo ont joué un rôle dans le processus de paix et l'apaisement intercommunautaire. Cependant, comme l'affirment les répondants, bien qu'elles fassent partie des médiations et sensibilisations, elles n'occupent pas une position de leadership. La plupart des répondants, y compris les femmes, attestent être toutefois leur satisfaction concernant cette situation.

À Pombolo, les femmes semblent prendre les devants plus souvent. Un informateur clé a relayé un exemple spécifique dans lequel les femmes de l'OFCA sont allées négocier, avec succès, avec le groupe armé en octobre 2020.

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Différentes organisations et acteurs ont été cités par les répondants comme actifs dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix et plus particulièrement le CSPJ, le CLPR, l'OFCA et la plateforme religieuse. Elles sont notamment reconnues pour avoir travaillé avec les autorités de la localité et celles de Bangassou, et avec l'appui de la MINUSCA afin d'engager des dialogues intercommunautaires à Gambo et Pombolo pour une cessation des hostilités qui avait mené à la signature d'un accord en 2019.

Cependant, lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit, les répondants, tout comme les équipes de Concordis, constatent un besoin de renforcement de capacités de ces dernières en la matière.

La communauté musulmane étant déplacée, les OSC de Gambo n'incluent pas de membres de cette confession. Plusieurs répondants ont évoqué le besoin de les inclure pour faciliter un éventuel retour de cette communauté. Une demande particulière pour intégrer les CLPR des deux communautés pour n'en former plus qu'un a été faite.

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION (CLPR)

Le Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) est au cœur d'une stratégie nationale ayant pour but de sensibiliser les communautés au vivre ensemble, au dialogue, à la médiation non-violente des conflits et au développement local. Elle est sous la tutelle du Ministère de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale et, dans le cas de Gambo (ainsi que Pombolo), a été mis en œuvre par la MINUSCA. Son rôle dans la mise en place d'un processus de dialogue avec les groupes armés ayant mené à la signature d'un accord de paix semble avoir marqué l'esprit des habitants. En effet, 71% des répondants le mentionnant comme l'un des intermédiaires principaux en cas de conflit.

BUT	Participation au processus de sensibilisation, gestion et prévention des conflits entre les communautés par des ateliers de dialogue et de médiation
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion de conflit
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Activités de dialogues et de réconciliation entre les différentes parties Médiation de conflits
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CLPR semble bénéficier d'une bonne réputation au sein des communautés de Gambo, particulièrement grâce à son rôle historique dans la résolution de conflit et la réconciliation intercommunautaire. Cependant, certains voudraient que des membres musulmans soient intégrés, éventuellement à travers une fusion avec le CLPR de Pombolo. Certains recommandent également un fonctionnement plus inclusif encourageant la participation des femmes et des jeunes.

CONSEIL SOUS-PRÉFECTORAL DE LA JEUNESSE (CSPJ)

Le Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse (CSPJ) de Gambo fait partie d'un réseau national. Cette organisation a pour but de défendre les intérêts de la jeunesse, et est particulièrement connue (78%) pour ses activités dans la gestion de conflit au sein de la localité. Elle est notamment reconnue pour y être active dans la consolidation de la paix et la réconciliation entre les communautés, ayant participé aux dialogues qui menèrent à la signature d'un accord de paix en 2019. Elle se distingue par ses activités de sensibilisations auprès des jeunes, qu'elle accompagne vers une réinsertion sociale.

BUT	Participer au processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix, particulièrement auprès de la jeunesse de Gambo
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion et prévention des conflits
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre différentes parties en conflit Défense et inclusion des jeunes au sein des processus de consolidation de la paix et de réconciliation Accompagnement des jeunes membres des groupes armés vers le DDRR Sensibilisation aux violences basées sur le genre (VGB)
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CSPJ de Gambo est l'organisation la plus citée par les participants qui mentionne son rôle historique dans la résolution de conflit. Cependant, certains participants demandent à ce que son fonctionnement soit plus inclusif envers les femmes et les jeunes. Certains aimeraient également voir plus d'activités allant dans le sens de l'insertion professionnelle et de la promotion d'AGR.

PLATEFORME RELIGIEUSE

La plateforme religieuse de Gambo, dont le prêtre de la ville est à la tête, est l'un des acteurs les plus cités par les participants de la localité. En effet, 69% d'entre eux connaissent la plateforme pour ses activités dans la gestion de conflit entre les communautés. Si elle a marqué les esprits, à l'instar du CSPJ et du CLPR pour sa participation aux dialogues ayant abouti à la signature d'un accord de paix, elle est aujourd'hui connue pour prêcher la tolérance au sein des différentes communautés.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion et médiation de conflits
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre différentes parties en conflit Organiser des activités religieuses en faveur de la paix (jeûnes et prières)
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	La plateforme religieuse semble être l'un des acteurs les plus actifs dans la gestion de conflit au sein de Gambo. Toutefois, un certain nombre de participants expliquent ne pas se sentir concernés dans la mise en place de ses activités et demandent un fonctionnement plus inclusif, notamment envers les femmes, les jeunes et les communautés musulmanes qui n'apparaissent pas encore présente en son sein.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'organisation des femmes centrafricaines (OFCA) de Gambo fait partie d'un réseau implanté au niveau national organisé par le Ministère des Affaires Sociales. Citée par la moitié des participants comme active dans la localité, elle est reconnue pour ses activités de sensibilisation aux VBG, à la formation professionnelle des jeunes filles, et plus généralement, pour ses activités de dialogues et de médiation de conflit.

BUT	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Position de la femme dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Organisation de dialogues intercommunautaires Organisation de marche pour la paix dans la préfecture du Mbomou Mise en place de formations professionnelles pour les jeunes filles Sensibilisation à la contraception et aux grossesses non désirées auprès des jeunes filles Sensibilisation aux droits des femmes et aux violences basées sur le genre (VBG) Aide psychologique aux victimes de VBG
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'OFCA est reconnue pour ses activités liées à l'émancipation féminine au sein de Gambo et en partenariat avec l'OFCA de Pombolo. Cependant, les participants aimeraient que la participation des jeunes et femmes au sein de son fonctionnement soit promue. L'OFCA comprend des membres des deux groupements, celui de Gbougbourou et celui de Gambo-Sambia. En matière de représentativité, les participants mentionnent que le groupement de Gambo-Sambia est dominant. Il a été mentionné que cela mène à des distributions d'aide inéquitables envers les bénéficiaires et à un favoritisme.

POMBOLO

Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) de Pombolo

Le CLPR de Pombolo a travaillé en collaboration avec le CLPR de Gambo lors de la mise en place de dialogues intercommunautaires qui ont mené la signature d'accords de paix. Ce processus a notamment été soutenu par le maire de Pombolo, le préfet du Mbomou, le sous-préfet, ainsi que la MINUSCA. Il existe cependant un besoin de le rendre plus inclusif envers les communautés chrétiennes et les femmes.

Organisation des femmes centrafricaines (OFCA) de Pombolo

L'OFCA de Pombolo se focalise sur les mêmes activités que l'OFCA de Gambo, à savoir la promotion des femmes au sein des processus de résolution de conflit, la sensibilisation au droit des femmes,

l'accompagnement des victimes de VBG et un soutien social envers les jeunes filles par le biais de formations professionnelles permettant leur autonomisation. Elle organise notamment des dialogues pour femmes, et intervient dans la médiation des conflits intercommunautaires. Il existe toutefois une demande pour plus d'inclusivité religieuse dans son fonctionnement.

Conseil communal de la jeunesse (CCJ) de Pombolo

Le CCJ de Pombolo, relativement similaire au CSPJ de Gambo, milite pour l'intégration des jeunes dans les processus de résolution de conflit, leur accompagnement vers la vie active et la mise en place de processus de DRRR et de réinsertion sociale pour ceux qui ont rejoint les groupes armés. Il existe cependant un besoin pour plus de représentativité des jeunes filles et d'actions plus inclusives.

RECOMMANDATIONS

Le retour de la cohésion sociale est une aspiration de premier plan à Gambo. Sans cohésion, les habitants expliquent qu'il n'y aura ni sécurité ni libre circulation ni baisse du coût de la vie.

Par conséquent, les répondants expliquent que leurs plus grands défis résident dans une réconciliation, y compris le retour des communautés musulmanes, la stabilisation de leur zone et une relance économique. Pour les combler, ils expliquent un besoin d'appui, d'un retour des autorités de l'Etat – notamment les forces de l'ordre et une amélioration des services de santé, d'éducation et des forages d'eau – et la continuation du désarmement des groupes armés et des activités de RVC.

COHÉSION SOCIALE

Comme expliqué dans le chapitre Identités, Groupes armés et Cohésion Sociale, les accords de paix de 2019 ont permis d'atténuer les tensions entre les différentes communautés de la localité. Cependant, de nombreuses recommandations ont été émises par les participants afin d'approfondir ce processus et avancer vers un rétablissement des relations intercommunautaires.

Ainsi, les répondants ont exprimé la nécessité de mettre en place d'un dialogue inclusif et impartial, encourageant la participation de toutes les communautés, y compris les déplacés musulmans, des femmes et des jeunes, afin de promouvoir la paix afin d'appuyer la promotion du vivre ensemble et de la réconciliation intercommunautaire. Des informateurs clés de Pombolo partagent cette recommandation.

Ce dialogue, accompagné de campagnes de sensibilisation à un futur commun et aux méthodes non-violentes de résolution de conflits, permettrait à la communauté musulmane ayant fui la ville de s'y réinstaller – discuté davantage à la fin de ce chapitre. Ce processus devrait, selon les participants, être initié et appuyé par les ONG et les OSC présentes dans la localité.

En ce qui concerne le rôle des femmes et des jeunes dans ce processus, certains répondants expliquent que la mise en place de centres culturels d'échanges permettrait également d'approfondir cette plateforme de discussion intercommunautaire, et d'encourager leur participation.

APPUI AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Afin de coordonner les actions visant à une cohésion sociale améliorée, les participants préconisent un certain nombre de mesures en appui aux OSC.

Les répondants mentionnent la nécessité de fournir aux OSC locales davantage des formations en gestion pacifique des conflits et à la sensibilisation, afin de garantir la neutralité et l'impartialité de leur fonctionnement, et de les équiper des outils nécessaires pour rendre leurs actions plus efficaces et pérennes. Un appui matériel est également demandé en matière de moyens de locomotion et de locaux afin de leur permettre d'étendre leurs champs d'action. Il s'agit des recommandations partagées par les interlocuteurs à Pombolo.

Enfin, certains informateurs clés de Gambo et Pombolo demandent la fusion des CLPR des deux localités de afin de leur permettre d'avoir une approche plus cohérente au niveau d'un éventuel retour des communautés musulmanes déplacées et d'autre dossier qui concernent les deux communes.

ACCÈS AUX ET QUALITÉ DES SERVICES PUBLIQUES

Lorsqu'il s'agit de la mise en place des services au sein de la localité, les participants identifient trois grands domaines d'amélioration possibles : le secteur de l'éducation, le secteur de la santé, l'accompagnement des femmes et filles victimes de VGB et les infrastructures WASH.

EDUCATION

De nombreux participants mettent en exergue le fait que la localité manque de personnels enseignants qualifiés, mais également d'infrastructures scolaires adaptées. Il existe ainsi une demande en appui matériel passant par la réhabilitation des bâtiments existants, la mise à disposition de documentations et d'outils scolaires, et la mise en place de nouvelles infrastructures comme un lycée. Afin d'offrir de plus grandes opportunités d'avenir aux jeunes de Gambo, les participants souhaitent le retour d'enseignants qualifiés.

Souvent, les répondants font le lien entre, d'une part, l'analphabétisme et un manque d'éducation et, d'autre part, et l'inclinaison à se laisser séduire par les discours de haine et de rejoindre des groupes armés.

SANTÉ

Un peu moins de la moitié des participants considèrent 'être en bonne santé' comme une priorité dans leur vie. A cet effet, de nombreuses demandes ont été émises concernant le renforcement du secteur de la santé par l'augmentation des effectifs du personnel médical et le renforcement en matériels logistiques des infrastructures existantes.

ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VGB

De nombreuses femmes de la localité demandent un appui spécifique pour la sensibilisation et l'accompagnement des femmes victimes de violences basées sur le genre (VGB). Elles soulignent le besoin d'un centre psycho-social visant à soutenir ces femmes dans la vie sociale de la localité. Cette structure devrait également être accompagnée par des campagnes de sensibilisation auprès de la population concernant le mariage forcé des jeunes filles, afin de leurs offrir la possibilité d'avoir accès à l'école et d'être socialement, psychologiquement et économiquement autonome. Cette appui est également particulièrement demandé à Pombolo par les femmes déplacées de Gambo.

FORAGES

Plus de la moitié des participants disent être en situation de concurrence avec leurs voisins lorsqu'il s'agit de l'accès à l'eau et 93% de ces personnes affirment qu'elle a déjà mené à des situations de violence. A cet effet, les participants souhaitent la création de forages d'eau potable afin de permettre à tous d'y avoir accès sans que cela ne génère de conflits. Cette demande est également émise par le maire de Pombolo.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Afin de faciliter la relance de l'économie, les participants ont identifiés quatre points d'amélioration cruciaux : la formation professionnelle, la création d'emploi, la réhabilitation des infrastructures routières, et un appui au secteur agricole dont la localité dépend pour sa sécurité alimentaire.

Au regard du manque de capital de départ à investir dans la relance économique à travers le développement de leurs activités, beaucoup de répondants, notamment des personnes proéminentes de la société, préconisent également un centre de crédit et des subventions aux opérateurs économiques de la localité.

Tant que la société n'offre pas des opportunités aux jeunes de développer leurs activités et de subvenir aux besoins de leur famille, un risque de retour à la violence persistera, selon plusieurs répondants.

FORMATION PROFESSIONNELLE

De nombreux participants préconisent la création d'un centre de formations professionnelles à Gambo et Pombolo, afin d'offrir aux jeunes adultes de meilleures opportunités économiques et d'accompagner leur insertion dans la vie active, ainsi que de les munir contre des tentatives de les enrôler dans les groupes armés.

Les participants expriment leur souhait de voir la mise en place d'un centre de formation professionnelle, spécifiquement pour la jeunesse avec l'appui technique, matériel et financier des ONG. Cela leur permettrait d'acquérir les savoir-faire nécessaires afin d'élargir leurs opportunités professionnelles. Les besoins de formation les plus cités concernent : la couture, la menuiserie, la briqueterie, la mécanique et la maçonnerie.

CRÉATION D' EMPLOI

En appui au centre de formation, et afin de relancer la création d'emplois dans la localité, les participants préconisent la création d'emploi pour faciliter les habitants à subvenir aux besoins de leurs familles. Notamment des activités génératrices de revenus permettraient, en outre, les membres des différentes communautés de collaborer dans la reconstruction de la localité, et faciliterait éventuellement la réinsertion sociale des jeunes membres des groupes armés souhaitant participer au processus de désarmements.

INFRASTRUCTURE

Sur la totalité des participants interrogés, 93% d'entre eux mentionnent la libre circulation comme l'un des éléments les plus importants dans leur vie. A cet effet, beaucoup d'entre eux préconisent le réaménagement des infrastructures routières, afin de faciliter le développement de la zone de Gambo, son désenclavement et la circulation des biens et des personnes essentiels à la relance économique. Il est également préconisé par le maire de Pombolo.

Également, les informateurs clés de Pombolo évoquent le besoin d'un marché afin de relancer les activités économiques et commerciales de la localité.

APPUI À L' AGRICULTURE ET AUX GROUPEMENTS

Le plus grand secteur économique de la localité est l'agriculture, 84% des enquêtés le mentionnant parmi leurs activités. Un certain nombre de recommandations ont donc été mentionnées afin d'appuyer le secteur de Gambo, et de participer ainsi à la relance économique de la ville. Ces recommandations suivent

deux axes centraux : un appui technique et matériel à l'agriculture et aux groupements agricoles permettant de lutter contre l'insécurité alimentaire, et une modernisation du secteur.

Premièrement, la plupart des participants se tournent vers les ONG présentes dans la localité et l'Etat afin d'apporter un appui technique, matériel et financier aux groupements agricoles et pastoraux de Gambo et Pombolo, notamment en termes de matériels agricoles adaptés, de semence viable et de bétails. Cette aide matérielle pourrait être doublée par des formations en gestion agricole dispensées par des techniciens spécialisés afin de renforcer leur capacité technique.

En effet, l'apport d'un soutien multiforme aux groupements agricoles et piscicoles permettrait de renforcer la sécurité alimentaire au sein de la sous-préfecture de Gambo et d'alléger le cout des denrées alimentaires.

Dans un second temps, certains participants s'orientent également vers l'Etat et les ONG afin de soutenir la modernisation d'un secteur bien particulier, celui de la culture et de la cueillette du poivre sauvage et du café. Il existe dans ce domaine le besoin d'un appui matériel, de subventions et de formations.

AUTORITÉ DE L'ÉTAT

La situation sécuritaire de Gambo reste à l'heure actuelle critique. Les forces de police et de gendarmerie ainsi que les FACA n'y étaient pas présentes lors de la consultation et la MINUSCA ne possède pas de base locale. Les Anti-Balaka, qui jusqu'à présent assurait la protection malgré les exactions rapportées, y ont également fortement réduit leurs activités. Face à cette situation, plusieurs recommandations ont émergé de la part des répondants.

De leur côté, les informateurs clés à Pombolo préfèrent également une stabilisation de zone et un remplacement des groupes armés par les forces de l'ordre conventionnelles.

RETOUR DES AUTORITÉS SÉCURITAIRES DE L' ETAT

Selon les participants, seul l'Etat peut assurer la sécurité de la ville avec 67% des répondants désignant les FACA comme le meilleur acteur à cet effet. Ainsi, il existe une demande pour le déploiement des forces de sécurité intérieures et des FACA au sein de la sous-préfecture de Gambo (y compris Pombolo) adressée à l'Etat – une demande d'autant plus importante parce que le retour de la sécurité est souvent associé au retour de la libre circulation, de la cohésion sociale et du développement économique.

Un participant a notamment déclaré « la sécurité est très importante dans nos vies car sans la sécurité, il n'y aura pas la paix et sans la paix il n'y aura pas de développement. »

Cependant, certains évoquent le besoin d'agir contre les exactions des FACA, déjà expérimentées sur les axes, et d'accompagner leur restauration d'un appui de la MINUSCA.

RETOUR DE LA JUSTICE ET DE L' ÉTAT DE DROIT

Le retour des autorités militaires et administratives de l'Etat est conjointement plébiscité avec celui des instances judiciaires. De nombreux participants demandent la réhabilitation de la justice et de ses institutions au sein de la localité, permettant aux personnes accusées de violations des droits de l'homme d'être jugées de manière impartiale et neutre.

DÉSARMER

La plupart des participants dans les deux localités (Gambo et Pombolo), y compris un des leaders des Anti-Balaka, souhaitent que le processus de désarmement de 2019 soit approfondie et étendue à la localité de Pombolo. En effet, les répondants citent souvent les processus de RVC menés par la MINUSCA en 2019

adhérés par certains membres des Anti-Balaka. Ils souhaitent ainsi le désarmement des éléments de l'UPC à Pombolo et le reste des membres du groupe d'autodéfenses à Gambo.

Afin de s'assurer de la pérennité de cette action, ils recommandent la mise en place d'un programme de réinsertion sociale et économique se traduisant par des formations professionnelles, la création d'AGR et un accompagnement vers la vie active. Certains mentionnent également la possibilité d'intégrer les combattants éligibles au sein des FSI pour ceux qui le souhaitent.

RETOUR DES DÉPLACÉS

La communauté musulmane ayant fui les conflits au sein de la localité affirme être prête à revenir. En effet, leur retour est également plébiscité par les communautés de Gambo qui sont prêtes à les accueillir. Cependant, selon des informateurs clés à Pombolo, leur sécurité n'est pas encore garantie et, par conséquent, un certain nombre de conditions doivent d'abord être réunies, et plus particulièrement trois d'entre elle :

- Les forces de l'ordre doivent être présentes pour assurer leur sécurité,
- Leurs maisons doivent être libérées – condition déjà largement atteinte selon des informateurs clés à Gambo – et réhabilitées,
- Une campagne de sensibilisation au vivre ensemble devrait être mise en place auprès des membres des deux communautés. En effet, les leaders communautaires doivent aussi être formés davantage pour accompagner leurs communautés respectives.

Afin de remplir ces trois conditions, les participants se tournent vers les ONG en collaboration avec les autorités politico-administratives, les chefs traditionnels, les OSC et les ONG présentes à Gambo afin d'apporter un soutien technique par le biais de formation au dialogue de réconciliation pour les leaders des deux communautés et une assistance logistique et financière.

AIDE HUMANITAIRE AUX DÉPLACÉS

Il y existe une grande communauté de plusieurs milliers de déplacés à Gambo ainsi qu'à Pombolo qui, selon les participants, souffre de conditions de vie précaires. Certaines personnes déplacées demandent à ce que les ONG augmentent les appuis et revoient leur méthode d'identification des plus vulnérables, la répartition de leur aide n'étant pas toujours équitable.

Le retour des déplacés de Pombolo, qui a déjà commencé, devra aussi être accompagné des appuis afin d'éviter que des conflits fonciers mènent à la violence.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposé sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - KOUANGO